

## R É F O R M E

# Réforme du système scolaire québécois

Abolition du cégep obligatoire — Création du Grade 12 québécois

Accès à l'université à 18 ans — Économies de 2,275 G\$/an pour l'État

## ■ Fiche synthèse

Mesure	Abolition du cégep pré-universitaire obligatoire et création d'une 6e année de secondaire (Grade 12 québécois)
Portée	Tous les élèves québécois visant l'université ou le collège
Économie pour l'État	2,275 G\$/an (réseau collégial pré-universitaire rationalisé)
Gain pour les jeunes	1 an de salaire récupéré — accès à l'université à 18 ans comme en Ontario
Entrée en vigueur cible	Phase 1 — 2028   Généralisation — 2032
Précédent	Ontario, Alberta, C.-B., toutes les provinces canadiennes sauf le Québec

## 1. Mise en contexte — le paradoxe québécois

Le Québec possède le système scolaire le plus performant du Canada au niveau secondaire. Aux tests PISA 2022 de l'OCDE, les élèves québécois de 15 ans se classent premiers au Canada en mathématiques, en lecture et en sciences. Ils surpassent leurs pairs ontariens, albertains et britanno-colombiens — avant même d'avoir mis les pieds au cégep.

Pourtant, ces mêmes élèves — les meilleurs du Canada — sont les seuls au pays à devoir franchir une étape supplémentaire obligatoire de deux ans avant d'accéder à l'université. Une étape qui n'existe nulle part ailleurs au Canada. Une étape qui coûte 2,275 milliards de dollars par année à l'État québécois. Une étape qui retarde d'un an l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

*Les jeunes québécois sont les meilleurs élèves du Canada à 15 ans — et pourtant on leur impose une année de plus avant l'université. Ce n'est pas de la pédagogie. C'est de la bureaucratie.*

### 1.1 L'origine du problème — 1967

Le cégep a été créé en 1967 dans le cadre de la Révolution tranquille. À l'époque, l'objectif était noble et justifié : démocratiser l'accès à l'éducation supérieure et rattraper un retard éducatif

réel par rapport au reste du Canada. Le diagnostic était exact. La solution, raisonnable pour son époque.

Soixante ans plus tard, le retard a disparu. Les élèves québécois dominent les classements nationaux. Mais la solution — le cégep obligatoire — est restée intacte, transformée en institution permanente dont personne n'ose remettre en question l'utilité structurelle.

*Le Québec avait un problème de qualité en 1967. Il a résolu un problème de qualité avec une solution de quantité. Le problème de qualité a disparu — la solution de quantité est restée.*

## 2. La comparaison — Québec vs Ontario

### 2.1 Le cheminement scolaire complet

Niveau	Année	Québec	Ontario
Maternelle 4 ans	—	Maternelle 4 ans	Junior Kindergarten
Maternelle 5 ans	—	Maternelle 5 ans	Senior Kindergarten
1re – 6e année	An 1–6	1re à 6e année	Grade 1 à 6
Secondaire / Gr. 7–11	An 7–11	Secondaire 1 à 5	Grade 7 à 11
Grade 12	An 12	— (absent)	Grade 12 → Université
Cégep	An 12–13	Cégep 1re et 2e → Université	— (absent)
Total avant université		13 ans — 19-20 ans	12 ans — 18 ans

### 2.2 L'accès à l'université et au marché du travail

Indicateur	Québec	Ontario	Écart
Accès université	19-20 ans	18 ans	QC +1 an
Fin baccalauréat	23-24 ans	22-23 ans	QC +1 an
Marché du travail (diplômé univ.)	23-24 ans	22-23 ans	QC +1 an

Paradoxe fondamental : à 18 ans, un Québécois est assez vieux pour voter, signer un contrat et s'enrôler dans l'armée — mais pas assez vieux pour entrer à l'université. L'État reconnaît sa pleine capacité juridique, mais nie sa maturité académique. C'est une contradiction que le Québec est seul au Canada à maintenir.

### 2.3 La formation professionnelle — le même problème, aggravé

Formation professionnelle	Québec (DEP)	Ontario (SHSM + apprentissage)
Scolarité minimale requise	Sec. 3 (incomplet)	Grade 10 minimum

Diplôme secondaire à la sortie	Non — DEP seul	Oui — OSSD inclus
Passerelle vers l'université	Quasi fermée	Ouverte
Reconnaissance interprovinciale	Limitée — Québec seulement	Automatique — tout le Canada
Salaire électricien certifié	28 \$–32 \$/h	35 \$–45 \$/h

*Au Québec, choisir un métier peut signifier abandonner son diplôme secondaire et se fermer la porte de l'université pour toujours. En Ontario, choisir un métier enrichit le diplôme secondaire et laisse toutes les portes ouvertes. Ce n'est pas protéger les travailleurs québécois. C'est les appauvrir structurellement.*

### 3. Le coût du statu quo

#### 3.1 Ce que le cégep obligatoire coûte à l'État

Source de coût supplémentaire (vs Ontario)	Montant estimé
Financement du réseau collégial pré-universitaire	~1,275 G\$/an
Infrastructure — 48 cégeps à maintenir	~500 M\$/an
Administration — personnel non enseignant	~300 M\$/an
Aide financière aux études prolongée d'un an	~200 M\$/an
Total coût supplémentaire annuel pour l'État	~2,275 G\$/an

#### 3.2 Ce que le cégep obligatoire coûte aux jeunes

Perte par cohorte annuelle (85 000 jeunes)	Calcul	Montant
Revenus perdus (85 000 × 32 760 \$)	1 an de salaire manqué	~2,8 G\$
Cotisations RRQ perdues	1 an de retraite manqué	~280 M\$
Total perdu par les jeunes québécois		~3,1 G\$/an

Coût social total annuel	Montant
L'État québécois	~2,275 G\$
Les jeunes québécois	~3,1 G\$
Total coût social annuel	~5,375 G\$/an

Le Québec dépense 2,275 milliards de dollars par année pour financer une année d'études supplémentaire qui ne produit aucun avantage mesurable — ni pour les jeunes, ni pour l'économie, ni pour l'État. C'est le deuxième plus grand gaspillage structurel du système québécois après les doublons fédéraux-provinciaux.

## 4. La mesure AGIR — le Grade 12 québécois

### 4.1 Description de la réforme

AGIR Québec-Canada propose de remplacer le cégep pré-universitaire obligatoire par une sixième année de secondaire — le Grade 12 québécois — intégrée directement dans le système secondaire existant. Cette réforme aligne le Québec sur le reste du Canada tout en préservant la spécificité culturelle et linguistique québécoise.

Ce que la réforme change : Le Secondaire 5 actuel devient la fin du tronc commun. Une 6e année de secondaire est créée, avec deux filières intégrées — filière pré-universitaire et filière technique/professionnelle — donnant accès direct à l'université ou au marché du travail à 18 ans.

Ce que la réforme ne change pas : La langue d'enseignement, les programmes pédagogiques québécois, la protection du français, le caractère public du système scolaire, et les cégeps existants — qui se transforment en établissements d'enseignement supérieur spécialisé, non obligatoires.

### 4.2 Les deux filières du Grade 12 québécois

	Filière pré-universitaire	Filière technique / professionnelle
Contenu	Cours avancés en sciences, arts, lettres, sciences sociales	Formation intégrée dans un métier — mécanique, électricité, construction, TI, santé
Diplôme obtenu	DES + Grade 12 QC	DES + Grade 12 QC + certification de métier
Accès à la sortie	Université — à 18 ans	Marché du travail + université possible — à 18 ans
Reconnaissance	Pancanadienne	Pancanadienne
Modèle de référence	Ontario — filière académique Grade 12	Ontario — SHSM + Certificate of Qualification

### 4.3 Les engagements formels — avec des dates

- Dans les 90 premiers jours — Lancer une commission d'experts sur la conception du Grade 12 québécois, en consultation avec les enseignants, les universités, les employeurs et les parents.
- En 2027 — Dépôt du projet de loi modifiant la Loi sur l'instruction publique. Définition des programmes du Grade 12 dans les deux filières.
- Au 1er septembre 2028 — Entrée en vigueur du Grade 12 pour les nouveaux élèves de Secondaire 5. Les cégeps actuels entament leur transformation progressive en établissements spécialisés non obligatoires.
- D'ici 2032 — Généralisation complète. Tous les élèves québécois accèdent à l'université à 18 ans. Reconnaissance interprovinciale complète du diplôme québécois.
- Tous les deux ans — Publication d'un rapport public sur les résultats académiques, les taux d'accès à l'université et les économies réalisées.

## 5. Les objections anticipées — et les réponses

### « Le cégep prépare mieux les étudiants à l'université. »

Les élèves québécois de 15 ans sont premiers au Canada aux tests PISA — avant le cégep. Les taux de diplomation universitaire québécois sont équivalents à ceux de l'Ontario — qui n'a pas de cégep. Il n'existe aucune donnée démontrant que le cégep améliore les résultats universitaires par rapport au système ontarien.

### « On va perdre la culture cégep — un espace de maturation sociale. »

La maturation sociale se fait dans toutes les provinces canadiennes — sans cégep. Le Grade 12 québécois peut intégrer les mêmes activités parascolaires, clubs, vie étudiante et projets citoyens que le cégep actuel. L'espace de maturation ne disparaît pas — il est intégré plutôt qu'ajouté.

### « Les enseignants du cégep vont perdre leur emploi. »

La réforme propose une transformation progressive — pas une abolition brutale. Les cégeps deviennent des établissements spécialisés non obligatoires : formations continues, programmes techniques avancés, perfectionnement professionnel. Les enseignants sont réaffectés, non licenciés. Le calendrier de quatre ans est conçu pour permettre cette transition sans pertes d'emplois nettes.

### « Le Québec est différent — on ne peut pas copier l'Ontario. »

AGIR ne copie pas l'Ontario. AGIR s'aligne sur le Canada. Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Saskatchewan, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve — toutes ces provinces donnent accès à l'université à 18 ans sans cégep obligatoire. Le Québec n'est pas différent. Il est seul.

## 6. La cohérence avec le programme AGIR

Principe AGIR	Application — réforme scolaire
Éliminer les doublons coûteux	Le cégep pré-universitaire duplique ce que le Grade 12 fait partout ailleurs au Canada
Réduire la taille de l'État	48 cégeps rationalisés — transformation progressive
Retourner l'argent aux citoyens	2,275 G\$/an récupérables pour le retour du trop-perçu
Équité avec le reste du Canada	Accès à l'université à 18 ans — comme les 9 autres provinces
Productivité économique	85 000 jeunes productifs 1 an plus tôt — 2,8 G\$ de revenus récupérés
Fin des chicanes structurelles	Reconnaissance interprovinciale automatique des diplômes québécois

*Le diplômé universitaire québécois fait exactement les mêmes études que son pair ontarien. Il arrive sur le marché du travail un an plus tard, un an plus pauvre, et un an plus loin de sa retraite — pour aucun avantage mesurable. Le cégep obligatoire coûte 5,375 milliards de dollars par année à la société québécoise. C'est le plus grand gaspillage structurel de capital humain au Canada. AGIR y met fin.*

AGIR Québec-Canada (AQC) | Livre blanc — Réforme du système scolaire québécois | Mai 2026

Document de réforme — Tous droits réservés © 2026 AGIR Québec-Canada (AQC)